

## Conférence de Maputo sur les mines antipersonnel : Un tournant très positif de la politique américaine !

**28.06.2014**, La Conférence d'examen au Traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel s'est achevée ce vendredi par l'adoption à l'unanimité de la Déclaration de Maputo, par laquelle les Etats parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour achever le déminage et la destruction des stocks d'ici 2025. La plus importante nouvelle de cette Conférence reste la déclaration américaine aujourd'hui de ne plus produire ni importer de mines antipersonnel, en vue d'accéder un jour au Traité d'Ottawa interdisant ces armes. Handicap International salue cette annonce de la délégation américaine après des années de non-engagement de leur part. L'association appelle le pays à concrétiser cette avancée en rejoignant au plus vite le traité. De son côté, la Chine, autre Etat non partie au Traité, a indiqué avoir détruit d'importants stocks de mines antipersonnel, passant d'un stock estimé à près de 100 millions à moins de 5 millions. Ces nouvelles avancées marquent un tournant décisif dans la lutte contre ces armes barbares qui devra être confirmé par les deux grandes puissances.

L'Ambassadeur américain au Mozambique, Douglas Griffith, a annoncé aujourd'hui à la Conférence d'examen au Traité contre les mines que les Etats-Unis s'engageaient à ne plus produire ni acquérir de mines antipersonnel, en vue de rejoindre un jour le Traité d'Ottawa. C'est la première fois qu'une délégation américaine annonce une avancée politique de cette envergure, notamment en reconnaissant le Traité d'interdiction comme une norme internationale humanitaire efficace. Handicap International salue cette décision de la délégation américaine et appelle les Etats-Unis à finaliser le processus d'accession au Traité d'Ottawa au plus vite, et à s'engager dès à présent à ne plus utiliser ces armes. « *C'est un tournant important dans l'histoire de la lutte contre les mines antipersonnel*, dit Marion Libertucci, Responsable du plaidoyer à Handicap International. *Les Etats-Unis viennent d'envoyer un message clair à la communauté internationale : rejoindre le Traité d'Ottawa est aujourd'hui le seul moyen d'éradiquer ces armes et de mettre fin aux souffrances de toutes les populations menacées.* » Les Etats-Unis sont les premiers bailleurs de l'action contre les mines et les restes explosifs de guerre. Ils n'utilisent plus de mines antipersonnel depuis 1991, n'en produisent plus depuis 1997 et n'en exportent plus depuis 1992. « *Leur engagement aujourd'hui doit être la dernière étape avant l'accession au Traité* », insiste Marion Libertucci.

Cette dernière journée de Conférence a également été marquée par d'autres déclarations très engageantes de la part des délégations présentes. La délégation de la Chine (Etat non partie au Traité) a indiqué avoir détruit la plus grande part de son stock de mines antipersonnel. Selon l'Observatoire des mines, la Chine possédait près de 100 millions de ces armes dans ses arsenaux. Sans donner de chiffre exact, la délégation chinoise a annoncé qu'ils possédaient aujourd'hui moins de 5 millions de ces armes. « *C'est une autre excellente nouvelle*, explique Marion Libertucci. *La stigmatisation de ces armes est telle que même les Etats n'ayant pas encore rejoint le traité font des progrès importants.* » La Grèce a également annoncé qu'elle détruirait enfin ses stocks de mines d'ici la fin de l'année 2015, après des années de violation du Traité à les conserver.

La Déclaration de Maputo, signée aujourd'hui par tous les Etats parties présents, n'en prend que plus de valeur aux yeux des engagements forts pris par les différentes délégations. Le plan d'action quinquennal de Maputo oblige les Etats à renforcer leurs efforts pour déminer les Etats pollués, détruire leurs stocks et répondre aux besoins des victimes. L'objectif est d'arriver à ce que tous les Etats parties terminent le déminage et la destruction des stocks d'ici 2025. Les Etats les plus contaminés (Afghanistan, Angola, Cambodge, Bosnie, Colombie...) ont déjà annoncé que cette échéance serait difficile à tenir, mais qu'ils feraient tout pour y parvenir au plus vite. Le Mozambique, l'un des pays qui était parmi les plus contaminés du monde, a su montrer l'exemple en tant qu'Etat hôte de la Conférence en annonçant qu'il serait libre de mines à la fin de l'année 2014. Handicap International intervient depuis 1986 au Mozambique et depuis 1998 sur les activités de déminage. L'association se réjouit de voir le combat aboutir enfin et appelle tous les Etats à développer les mêmes efforts que le Mozambique.